

Déclaration

Jean-Claude Sandrier

Président du Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine

Roland Muzeau

Porte-parole des député-e-s communistes et républicains

Paris le 16 septembre 2008

Les député-e-s communistes et républicains demandent un débat sur la crise financière mondiale et les mesures de relance économique par l'Union européenne et la France.

La crise financière qui secoue le monde est la dernière manifestation d'un capitalisme porté par une idéologie néolibérale dont le prix Nobel d'économie américain J Stiglitz vient de déclarer qu'elle a échoué.

Estimées à ce jour à 1.000 milliards d'euro, les pertes dues à cette "liberté" d'utiliser des capitaux strictement au service d'intérêts privés et au détriment de l'intérêt général, risquent de s'aggraver encore. La faillite d'une banque des Etats-Unis (Lehman Brothers) qui a une dette de 450 milliards d'euros (1 fois et demi le budget de la France) vient confirmer à la fois l'ampleur de la crise et l'irresponsabilité totale d'un système dépassé qui non seulement ignore de plus en plus les besoins réels des hommes, des femmes et du monde actuel mais fait payer les pertes du privé par l'argent public.

Dans ce contexte, perpétuer le discours expliquant que la classe politique ne peut contrôler cette situation est une tromperie. Car ce que provoquent des hommes peut être modifié par les hommes eux-mêmes à condition que les peuples retirent leur confiance à ces responsables politiques qui sont en fait les soutiens les plus fervents de ce système capitaliste à bout de souffle et des financiers qui le gèrent.

Dans l'immédiat les député-e-s communistes et républicains demandent la tenue d'un débat en urgence sur la situation financière, économique de la France, les perspectives à court terme et la mise en œuvre de mesures aptes à empêcher une récession économique et une nouvelle régression sociale.

Il est temps de mettre un terme à tous les mouvements spéculatifs de capitaux ; de pénaliser lourdement les capitaux qui ne se recentrent pas sur la production de biens durables, la création de services utiles aux êtres humains et au progrès.

La circulation des capitaux doit être contrôlée ; les fonds hautement spéculatifs interdits, les paradis fiscaux interdits ; la rémunération des actionnaires plafonnée, la taxe Tobin mise en œuvre.

La Banque centrale européenne doit servir le développement économique, l'emploi et la recherche par une aide à un crédit différencié selon son utilité pour la collectivité.

Corrélativement, les salaires doivent être augmentés, afin que la rémunération du travail soit plus forte que celle du capital.

Devant la gravité de la situation nous demandons la modification de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale afin de permettre dès mardi prochain, 23 septembre, le débat sur la situation économique et financière mondiale, ses répercussions en France et en Europe et les mesures à prendre en urgence.